

# Annexe

## Instrument de paiement



Generali Vie, Société anonyme au capital de 332 321 184 euros  
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris  
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris  
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé  
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Les informations ci-après sont recueillies en application des dispositions du Code monétaire et financier.

### Identité de l'Adhérent et références du versement

Nom et prénom \_\_\_\_\_

ou

Dénomination sociale de la personne morale \_\_\_\_\_

Montant du versement \_\_\_\_\_ €

N° de contrat (si versement sur un contrat émis) \_\_\_\_\_

### Paieement par un tiers

#### Chèque ou virement de notaire ou d'avocat

Nom du notaire ou de l'avocat \_\_\_\_\_

Ville et département de l'étude notariale ou du cabinet de l'avocat \_\_\_\_\_

Motif d'utilisation de ce mode de paiement \_\_\_\_\_

**Joindre un justificatif**

#### Chèque ou virement de banque

**Joindre un avis d'opération faisant apparaître les références du compte du client débité**

Motif de l'utilisation de ce mode de paiement \_\_\_\_\_

#### Chèque ou virement d'apporteur

**Joindre le justificatif du paiement de l'Adhérent à l'apporteur**

Motif de l'utilisation de ce mode de paiement \_\_\_\_\_

#### Tiers payeur personne physique

Nom et prénom du payeur de prime \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

#### Lien avec l'Adhérent

Lien de parenté (préciser) \_\_\_\_\_

Autre (préciser) \_\_\_\_\_

Motif de l'intervention du payeur de prime \_\_\_\_\_

#### Document présenté par le payeur de prime personne physique

CNI  Passeport  Carte de séjour ou de résident(e)  Permis de conduire

## Paiement par un tiers (suite)

### Tiers payeur personne morale

Nom de la personne morale \_\_\_\_\_

Dénomination sociale \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Représenté par (Nom, prénom et fonction) \_\_\_\_\_

### Motif de l'intervention du payeur de prime

Rémunération

Remboursement de compte courant d'associé

Autre (préciser) \_\_\_\_\_

### Document présenté par le payeur de prime personne morale

Original ou copie du Kbis de moins de 3 mois  
ou

Copie de la DÉCLARATION EN PRÉFECTURE (pour les associations)

Faire porter au bas de la présente annexe la mention suivante sous signature du contractant :  
« Je certifie que l'opération a donné lieu au traitement fiscal et social exigé par la réglementation ».

## Instrument de paiement en provenance de l'étranger

Pays de provenance des fonds (préciser) \_\_\_\_\_

Motif d'utilisation de ce mode de paiement (préciser) \_\_\_\_\_

**Joindre un document permettant d'identifier les références et le titulaire du compte débité**

## Mentions manuscrites complémentaires de l'Adhérent

---

---

---

---

---

---

### Clause CNIL (Article L 561-45 du Code monétaire et financier) :

Ce document de recueil d'informations a pour but de permettre à votre interlocuteur commercial et à votre assureur de se conformer à la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

Dans ce cadre le législateur a placé au centre des obligations des organismes financiers de principe de « connaissance client » et la nécessité de faire preuve de vigilance à l'égard de l'ensemble de leurs clientèles en fonction du niveau d'exposition au risque de blanchiment et de financement du terrorisme que présente chaque situation.

Nous vous remercions de remplir l'intégralité de ce document afin de garantir la prise en charge de votre dossier. La conservation des informations et des documents que nous recueillons dans ce cadre est réalisée de façon à en assurer la confidentialité et l'intégrité.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition pour motifs légitimes sur l'ensemble des données vous concernant que vous pouvez exercer sur simple demande auprès de votre interlocuteur habituel au sein de Generali par e-mail à l'adresse [droitdaces@generali.fr](mailto:droitdaces@generali.fr)

Par ailleurs ces données pourront être communiquées en tant que de besoin à des autorités administratives ou judiciaires légalement habilitées et dans ce cadre vous pouvez exercer votre droit d'accès directement auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) - 8 rue Vivienne - 75002 Paris.

Fait à \_\_\_\_\_,

le | | | | | | | | | |

Signature de l'Adhérent